

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------|---------|----------|
| Togo, France et Colonies . . . | 700 fr. | 375 fr. |
| Etranger | 850 fr. | 450 fr. |

Prix de numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|--|-------|
| la ligne | 30 f |
| Minimum | 150 f |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum | 150 f |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1952

- 24 mars — Décret modifiant, pour l'année 1952, la date d'ouverture de la première session ordinaire des assemblées territoriales d'Afrique Occidentale française, d'Afrique Equatoriale française, du Cameroun et du Togo. (Arrêté de promulgation n° 284-52/Cab. du 2 avril 1952) 1
- 4 avril — Décret fixant la date des élections au Conseil de la République dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous Tutelle. (Arrêté de promulgation n° 340-52/Cab. du 14 avril 1952) 2

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- 14 avril — N° 341-52/Cab. — Arrêté soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté n° 284-52/Cab. du 2 avril 1952 3
- 14 avril — N° 343-52/AP. — Arrêté portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session ordinaire pour le 1^{er} mai 1952. 3
- 14 avril — N° 344-52/AP. — Arrêté convoquant l'Assemblée Territoriale du Togo en session extraordinaire 3

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Assemblées territoriales

ARRETE N° 284-52/Cab. du 2 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO :

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique Occidentale française et du Togo, d'Afrique Equatoriale française et du Cameroun et de Madagascar, promulguée au Togo le 10 février 1952 ;

Vu le décret n° 52-180 du 20 février 1952 fixant la date des élections générales aux assemblées locales en Afrique Occidentale française, Afrique Equatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, promulgué au Togo le 25 février 1952 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 24 mars 1952 modifiant, pour l'année 1952, la date d'ouverture de la première session ordinaire des assemblées territoriales d'Afrique Occidentale française, d'Afrique Equatoriale française, du Cameroun et du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1952.

Y. Digo.

DECRET du 24 mars 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu les décrets nos 46-2378, 46-2374, 46-2375, 46-2376 du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique Occidentale française et en Afrique Equatoriale française, au Cameroun et au Togo, et spécialement l'article 24 (1er alinéa) de chacun de ces décrets;

Vu la loi no 48-570 du 31 mars 1948 instituant le conseil général de Haute-Volta;

Vu la loi no 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique Occidentale française et du Togo, d'Afrique Equatoriale française et du Cameroun et de Madagascar;

Vu le décret no 52-180 du 20 février 1952 fixant la date des élections générales aux assemblées locales en Afrique Occidentale française, Afrique Equatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel, la première session ordinaire des assemblées territoriales de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française, du Cameroun et du Togo s'ouvrira, pour l'année 1952, entre le 1er avril et le 1er mai.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux journaux officiels de la République française, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française, du Cameroun et du Togo et inséré au Bulletin officiel du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 mars 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre PFLIMLIN.

ARRETE N° 340-52/Cab. du 14 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi no 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, promulguée au Togo le 29 septembre 1948;

Vu le décret no 48-1478 du 24 septembre 1948 portant règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi no 48-1471 du 23 septembre 1948 susvisée, promulgué au Togo le 29 septembre 1948;

Vu la loi no 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique Occidentale française et du Togo, d'Afrique Equatoriale française et du Cameroun et de Madagascar, promulguée au Togo le 10 février 1952;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 4 avril 1952 fixant la date des élections au Conseil de la République dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous Tutelle.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage aux Mairies, dans les Cercles et Subdivisions, ainsi que dans tous les Bureaux de Postes du Territoire.

Lomé, le 14 avril 1952.

Y. Digo.

DECRET du 4 avril 1952.

Le président du conseil des ministres

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi no 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République;

Vu le procès-verbal de la séance du 23 décembre 1948 au cours de laquelle le Conseil de la République a effectué le tirage au sort de la première série sortante des sénateurs, membres du Conseil de la République le sort ayant désigné la série B;

Vu la loi no 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique Occidentale française et du Togo, d'Afrique Equatoriale française et du Cameroun et de Madagascar;

Vu le décret no 48-1478 du 24 septembre 1948 portant règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi no 48-1471 du 23 septembre 1948 susvisée, et notamment ses articles 54 et 80;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections au Conseil de la République auront lieu :

1^o — Au Sénégal, en Haute-Volta, au Niger, au Gabon, en Oubangui-Chari, au Togo, à Madagascar et à Saint-Pierre et Miquelon le Dimanche 18 mai 1952;

2^o — A la Côte française des Somalis le dimanche 25 mai 1952.

ART. 2. — La date de l'élection au Conseil de la République dans les Etablissements français d'Océanie sera fixée ultérieurement.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française,

ainsi qu'aux Journaux officiels des territoires intéressés, et inséré au Bulletin Officiel du Ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 4 avril 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :
Le ministre de la France d'outre-mer,
Pierre PÉLIMLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Assemblée territoriale du Togo

ARRETE N° 341-52/Cab. du 14 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 284-52/Cab. du 2 avril 1952 promulguant au Togo le décret du 24 mars 1952 modifiant, pour l'année 1952, la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté n° 284-52/Cab. du 2 avril 1952 susvisé sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives, ainsi que dans les bureaux des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 14 avril 1952.

Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires,
P. MÉNARD.

ARRETE N° 343-52/AP. du 14 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1952 modifiant, pour l'année 1952, la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée Territoriale du Togo est convoquée en session ordinaire le jeudi 1^{er} mai 1952 à Lomé.

ART. 2. — En raison du caractère semi-férié de la journée du 1^{er} mai, la séance d'ouverture aura lieu dans la salle des délibérations de l'Assemblée Territoriale le vendredi 2 mai 1952 à 9 heures.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 14 avril 1952.

Y. DIGO.

ARRETE N° 344-52/AP. du 14 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République;

Vu le décret d'application du 24 septembre 1948, notamment en ses articles 54 et 65;

Vu le décret du 4 avril 1952 fixant la date des élections des conseillers de la République dans les Territoires d'Outre-Mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée Territoriale du Togo est convoquée en session extraordinaire le dimanche 18 mai 1952, en vue de procéder à l'élection des deux conseillers de la République du Territoire du Togo. Cette session sera close le même jour.

ART. 2. — Le scrutin sera ouvert le dimanche 18 mai à 10 heures et clos le même jour à 11 heures.

S'il y a lieu à un second tour, il y sera procédé l'après-midi du dimanche 18 mai. Le scrutin sera ouvert à 15 heures et clos à 16 heures.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 14 avril 1952.

Y. DIGO.